



Assemblée générale

Distr: générale
20 mai 2010
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme

Quatorzième session

Point 3 de l'ordre du jour

**Promotion et protection de tous les droits de l'homme,
civils, politiques, économiques, sociaux et culturels,
y compris le droit au développement**

Rapport du Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, Philip Alston*, **

Résumé

Le présent rapport décrit en détail les activités menées par le Rapporteur spécial en 2009 et pendant les quatre premiers mois de 2010. Il s'agit du dernier rapport présenté au Conseil des droits de l'homme par Philip Alston en sa qualité de Rapporteur spécial. Le Rapporteur spécial y analyse les activités et méthodes de travail du mandat au cours des six dernières années et recense les questions importantes qui pourraient à l'avenir faire l'objet de travaux de recherche. Des additifs détaillés à ce rapport portent sur: a) la responsabilité pour les homicides commis par la police, b) les homicides liés aux élections, et c) les assassinats ciblés.

* Soumission tardive.

** Les annexes sont distribuées telles qu'elles ont été reçues, dans la langue originale seulement, car le présent document excède le nombre limité de pages actuellement prescrit en vertu des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1–5	3
II. Activités et méthodes de travail	6–29	3
A. Communications adressées à des gouvernements.....	6–17	3
B. Visites d'établissement des faits dans des pays	18–21	6
C. Rapports au titre du suivi des visites d'établissement des faits dans un pays	22–26	7
D. Demandes de visite dans des pays	27–29	7
III. Examen des questions traitées et des travaux de recherche entrepris.....	30–60	8
A. Homicides commis par des agents de la force publique ou d'autres forces de sécurité	33–37	9
B. Homicides en temps de conflit armé.....	38–42	10
C. Homicides pendant des opérations antiterroristes.....	43–44	11
D. Homicides commis par des acteurs non étatiques	45–47	12
E. Décès en détention.....	48–49	13
F. Peine de mort	50–52	13
G. Impunité: enquêtes, poursuites et condamnations.....	53–55	14
H. Réparations dans les affaires d'homicides.....	56–58	15
I. Groupes de victimes	59	15
J. Mandat et méthodes de travail	60	16
IV. Travaux de recherche futurs	61–89	16
A. Violence sexuelle et homicides illégaux	62–63	16
B. Lieux des crimes et preuves médico-légales.....	64–65	17
C. Acteurs armés non étatiques et leur recours à la «peine de mort»	66–67	18
D. Charniers et responsabilité de l'État	68–69	18
E. Groupes de défense civils	70–74	19
F. Corruption et homicides illégaux	75–77	20
G. Opérations de maintien de la paix et opérations de forces multinationales des Nations Unies	78–80	21
H. Démobilisation et homicides illégaux	81–83	23
I. Réparations en cas d'homicides illégaux et dédommagement des préjudices causés à des civils.....	84–89	24
V. Conclusion	90–91	26
Annexes		
I. List of entities to which allegation or urgent action letters were sent		27
II. Assessing State responsiveness to communications.....		28

I. Introduction

1. Le présent rapport est mon dernier rapport au Conseil des droits de l'homme en ma qualité de Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires. Durant mon mandat, je me suis employé à préserver les importants travaux et résultats de mes trois prédécesseurs depuis 1982, Asma Jahangir, Bacre Waly Ndiaye et Amos Wako, et à faire fond sur cet acquis. Je me suis efforcé, au moyen de communications aux gouvernements, de missions d'établissement des faits dans des pays et de rapports annuels au Conseil des droits de l'homme et à l'Assemblée générale, de contribuer au développement constructif de ce mandat, d'améliorer les méthodes de travail et de faire progresser la compréhension des questions complexes d'ordre factuel, politique et juridique qui se posaient dans le cadre du mandat. Dans cet esprit, en plus de décrire les activités entreprises au cours l'année passée, j'évalue dans le présent rapport les activités clés et les méthodes de travail du mandat, et je passe en revue, par thème, les activités menées ces six dernières années. Je recense en outre les questions qui gagneraient à faire à l'avenir l'objet de travaux de recherche et d'une analyse approfondis.

2. En outre, dans les additifs au présent rapport figurent trois études approfondies sur: a) la responsabilité pour les homicides commis par la police (A/HRC/14/24/Add.8), b) les homicides liés aux élections (Add.7); et c) les assassinats ciblés (Add.6).

3. Le présent rapport est soumis conformément à la résolution 8/3 du Conseil de droits de l'homme.

4. Les termes «exécutions extrajudiciaires» et «homicides illégaux» sont utilisés dans le présent rapport pour désigner les homicides qui constituent des violations du droit international des droits de l'homme ou du droit international humanitaire (E/CN.4/2005/7, par. 6). Les différents types d'homicides illégaux visés par le présent mandat sont expliqués en détail plus loin à la section III.

5. Je suis reconnaissant au personnel du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) de l'aide qu'il m'a apportée dans le cadre du mandat. À l'école de droit de l'Université de New York, mes conseillers principaux Sarah Knuckey et Hina Shamsi ont fait un travail remarquable. Je sais aussi gré à Anna de Courcy Wheeler, Nishant Kumar, Danielle Moubarak, Wade McMullen, Lars Dabney, Rupert Watters et Ryan Ghiselli des excellents travaux de recherche qu'ils ont réalisés.

II. Activités et méthodes de travail

A. Communications adressées à des Gouvernements

6. Une des principales activités du Rapporteur spécial consiste à communiquer avec des gouvernements au sujet d'allégations d'homicides illégaux. Ces communications prennent la forme de «lettres d'allégation» ou de lettres d'«action urgente», qui exposent habituellement les faits allégués, analysent le droit international applicable, demandent des éclaircissements au gouvernement concerné sur l'exactitude de ces allégations et appellent le gouvernement à prendre des mesures particulières pour réduire les homicides ou l'impunité.

7. Ces communications adressées à des gouvernements appellent l'attention de la communauté internationale sur des faits spécifiques qui se produisent dans un pays et encouragent les gouvernements à s'en préoccuper. Elles créent un système régulier et permanent de suivi de la conduite de l'État, établissent un bilan des violations dans le

temps, apportent des éclaircissements sur les circonstances de faits particuliers et donnent aux États une occasion de revenir à une situation satisfaisante. Elles peuvent aussi éclairer l'interprétation du droit applicable, promouvoir l'obligation de rendre des comptes et encourager l'adoption de mesures visant à réduire les homicides à l'avenir.

8. Cela étant, pour que la pratique soit à la hauteur de la théorie, il est essentiel de faire le point sur la façon dont le système fonctionne réellement et de déterminer les réformes nécessaires. Bien que j'aie noté ces dernières années que les taux de réponse des gouvernements étaient faibles¹, le présent rapport de synthèse est l'occasion de mieux comprendre les tendances et les schémas généraux des communications et des réponses du gouvernement pendant toute la durée de mon mandat. Un examen systématique de ces communications figure à l'annexe II. En bref, de décembre 2004 à mars 2009, 523 communications concernant plus de 6 250 personnes ont été adressées à 87 États. La moitié d'entre elles environ sont restées sans réponse, tandis qu'un quart a reçu des réponses en grande partie satisfaisantes.

9. Sur les 15 pays qui ont reçu le plus de communications, les sept pays suivants n'ont pas répondu à plus de la moitié des lettres envoyées: Inde (pas de réponse à 16 lettres sur 18), Iraq (pas de réponse à 11 lettres sur 14), Soudan (pas de réponse à 12 lettres sur 16), Arabie Saoudite (pas de réponse à 16 lettres sur 22), États-Unis d'Amérique (pas de réponse à 12 lettres sur 18), Brésil (pas de réponse à huit lettres sur 13) et République islamique d'Iran (pas de réponse à 37 lettres sur 63).

10. Il faut à l'évidence réfléchir aux moyens de rendre la procédure plus efficace, tant pour amener les États au dialogue que pour apporter une aide dans des affaires individuelles. L'importance des communications dans le contexte général du système des procédures spéciales s'est considérablement accrue, mais sans véritable planification ni vision stratégique. Il serait à présent opportun de réfléchir à ce à quoi cette procédure devrait idéalement ressembler au XXI^e siècle. Six mesures pourraient utilement être prises.

11. Tout d'abord, il faudrait examiner l'efficacité des communications². Idéalement, il conviendrait de procéder à cette fin à un examen approfondi des allégations reçues, des communications envoyées, des réponses fournies et des résultats obtenus en conséquence. Cet examen porterait sur tous les mandats pertinents. Il donnerait une image instructive de la volonté des gouvernements de répondre aux procédures qu'ils ont mises en place par l'intermédiaire du Conseil. Et il contribuerait à recenser les forces et les faiblesses du système dans son ensemble, ce qui permettrait de mieux comprendre quelles réformes sont nécessaires.

12. La deuxième mesure devrait consister à s'orienter vers un système mieux intégré, qui mettrait en commun les efforts déployés par une toute une série de titulaires de mandats individuels de façon qu'ils constituent davantage un système. Actuellement, les procédures suivies pour déterminer quand envoyer des communications sont hétérogènes, il n'y a pas de conception partagée de l'approche optimale et il n'existe pas de plan stratégique global visant à développer le système. En conséquence, il se dégage un net sentiment que la richesse des informations que génèrent des procédures relativement disparates n'est pas exploitée efficacement.

¹ A/HRC/11/2, par. 7; A/HRC/8/3, par. 7; A/HRC/4/20, par. 9; E/CN.4/2006/53, par. 12; et E/CN.4/2005/7, par. 21.

² La volonté des Gouvernements de répondre n'est qu'un des facteurs. Des lettres auxquelles il n'est jamais répondu peuvent néanmoins avoir une incidence sur l'attitude d'un Gouvernement ou d'un autre acteur. Il peut également être difficile de mesurer d'autres effets moins concrets.

13. La troisième mesure consisterait à mettre à jour les techniques et technologies utilisées pour envoyer, recevoir et gérer les communications. Par exemple, il ne convient plus d'envoyer la plupart des communications aux États par télécopie. Outre les coûts salariaux, les frais de communication, le temps perdu, le recours à une technologie relativement primitive et la difficulté de garder une trace de cette correspondance, la télécopie rend généralement le contenu difficile à gérer électroniquement et compromet donc toutes sortes de possibilités de gagner du temps et de réduire les coûts. Si une révision complète risque d'exiger une réforme plus large des stratégies de communication diplomatique, rien n'empêche d'introduire immédiatement des changements importants. En outre, il faudrait mettre en place une base de données disponible sur le Web qui soit accessible à tous les titulaires de mandat afin que les informations puissent être échangées beaucoup plus efficacement, les priorités discutées, les changements introduits avec plus de souplesse et la situation globale surveillée aisément à tout moment. Il faudrait aussi cesser de publier de lourds volumes imprimés et mettre en ligne une base de données intégrée accessible au public, consultable et constamment mise à jour. Il faudrait consulter des experts en gestion des données et en analyse statistique pour concevoir une base de données qui soit immédiatement intégrable à d'autres bases de données pertinentes à l'intérieur et à l'extérieur du système des Nations Unies.

14. Les communications devraient être accessibles au public pendant une période déterminée, qui pourrait être de trois mois après la date limite fixée pour la réponse du Gouvernement. À l'heure actuelle, les communications restent confidentielles jusqu'à ce qu'elles soient publiées dans le rapport annuel, procédure qui peut se traduire par un délai de moins de deux mois à près de deux ans, en fonction de la date de publication du rapport et de celle de la communication.

15. La quatrième mesure consisterait à revoir les règles qui prévoient que la lettre initiale doit émaner des personnes touchées ou de personnes qui affirment avoir une connaissance directe ou fiable de la violation. Cette règle est souvent interprétée comme étant le pendant de la règle selon laquelle les plaintes ne doivent pas être fondées uniquement sur des faits rapportés par les médias ni même par des organisations non gouvernementales (ONG), sauf si le Rapporteur spécial en est spécifiquement saisi. Ces règles ont été conçues pour une autre époque, bien avant la révolution des communications de la fin du XX^e siècle. Leur objectif parfaitement légitime est de décourager les faux signalements et de souligner que la crédibilité des sources doit être une considération essentielle. Mais dans le monde actuel, les personnes touchées peuvent ne pas avoir accès à l'Organisation des Nations Unies (ONU), et encore moins aux procédures spéciales, celles qui ont des connaissances fiables telles que les ONG nationales ou internationales risquent de ne pas prendre la peine de saisir l'ONU alors que leurs informations sont rapidement mises en ligne et les «médias de masse» ne sont plus le groupe restreint qu'ils étaient autrefois, mais un ensemble beaucoup plus diffus et hétérogène.

16. La cinquième mesure consiste à accorder davantage d'attention à la façon dont les informations générées par les différents systèmes de communications sont utilisées. En général, la plupart des informations restent très mal intégrées dans le système des droits de l'homme des Nations Unies au sens large. Des moyens pourraient aisément être mis au point afin d'améliorer leur pertinence pour les débats thématiques ou spécifiques à un pays, pour le travail des organes conventionnels et les efforts visant à prendre en considération les informations relatives aux droits de l'homme dans les activités d'intégration et dans le processus d'examen périodique universel.

17. La sixième et dernière mesure (ces mesures peuvent être prises plus ou moins simultanément) consiste à réagir lorsque les niveaux de coopération ou de participation significative au processus de communications d'un Rapporteur spécial sont constamment insuffisants. À l'évidence, le Conseil devrait demander à ceux qui année après année ne

répondent pas d'indiquer les raisons de leur comportement. À défaut, il envoie le message que la procédure de communications, en dépit de son coût élevé, n'est pas prise au sérieux en tant que moyen de réagir à des allégations de violations.

B. Visites d'établissement des faits dans des pays

18. Pendant les six années de mon mandat, je me suis rendu dans 14 pays. Depuis mon dernier rapport au Conseil, j'ai effectué trois visites: la première en Colombie du 8 au 18 juin 2009 (A/HRC/14/24/Add.2), la deuxième en République démocratique du Congo du 5 au 15 octobre 2009 (A/HRC/14/24/Add.3) et la troisième en Albanie du 15 au 23 février 2010 (A/HRC/14/24/Add.9). Les années précédentes, je m'étais rendu dans les pays suivants: Nigéria (juin-juillet 2005), Sri Lanka (novembre-décembre 2005), Guatemala (août 2006), Israël et Liban (mission conjointe en septembre 2006), Philippines (février 2007), Brésil (novembre 2007), République centrafricaine (janvier-février 2008), États-Unis d'Amérique (juin 2008), Afghanistan (mai 2008) et Kenya (février 2009). Ces pays doivent être félicités d'avoir accepté de faire l'objet d'un examen international³.

19. Pendant mes missions dans les pays, j'ai eu pour objectifs de comprendre et d'expliquer la dynamique des homicides illégaux (à la fois en ce qui concerne des faits particuliers et les schémas établis dans le pays) ainsi que leurs causes (juridiques, historiques, institutionnelles, liées à la volonté politique, etc.) et de proposer des réformes constructives et spécifiques pour réduire les homicides et mettre un terme à l'impunité. Ces objectifs sont liés – si les spécificités et les schémas des homicides et leurs causes ne sont pas bien compris, le Rapporteur spécial ne peut pas rendre compte précisément de la situation des droits de l'homme dans un pays ni concevoir des réformes dûment appropriées et adaptées.

20. La plupart des missions dans les pays durent de huit à 12 jours. On me demande souvent comment il est possible de rédiger un rapport pertinent en si peu de temps. Pour utiliser une formule lapidaire, c'est impossible. Mes rapports se fondent sur des mois de recherche avant la mission et d'analyse après celle-ci. Des rapports étayés et des recommandations constructives nécessitent des mois de recherche dans toutes les sources disponibles d'informations publiées, des consultations avec des experts du pays avant la mission, l'élaboration d'analyses détaillées des questions clés et un très grand nombre d'entretiens approfondis avec des témoins et des responsables. Dans de nombreux pays, des dossiers détaillés sont fournis par des témoins ou des membres des familles des victimes sur chaque fait spécifique et les ONG présentent souvent des rapports détaillés. Il est essentiel de donner aux gouvernements la pleine possibilité de répondre aux allégations et de communiquer toutes les informations pertinentes. À ce sujet, j'ai constaté qu'il est productif d'établir des listes détaillées de questions destinées aux responsables, qui peuvent être communiquées avant ou pendant la mission, selon qu'il convient. Après la mission, plusieurs mois peuvent être nécessaires pour analyser attentivement toutes les informations recueillies.

21. Les missions dans les pays sont donc à l'évidence complexes et nécessitent des ressources considérables, ce dont le système ne tient pas dûment compte. Le HCDH apporte un soutien important au mandat et son personnel fait des efforts admirables. Mais il n'a tout simplement pas reçu les ressources nécessaires pour répondre aux nombreuses demandes du mandat moyen. Il n'est pas réaliste de s'attendre à ce qu'un ou deux membres du personnel

³ Certains de ces pays ont fait l'objet de plusieurs visites de titulaires de ce mandat – notamment l'Afghanistan (deux fois), l'Albanie (deux fois), le Brésil (deux fois), la Colombie (trois fois), la République démocratique du Congo (deux fois), Sri Lanka (deux fois) et les États-Unis (deux fois).

contribuent efficacement à élaborer chaque année des centaines de lettres d'allégation, à préparer deux ou trois missions dans des pays et à rédiger des rapports annuels, tout en s'acquittant des nombreuses autres responsabilités administratives et en menant à bien les activités de liaison qui leur incombent. Il est essentiel que les rapporteurs spéciaux et le HCDH soient dotés des ressources et du personnel nécessaires pour que ces fonctions soient exercées à un niveau élevé.

C. Rapports au titre du suivi des visites d'établissement des faits dans un pays

22. En 2006, j'ai commencé à assurer le suivi des missions dans les pays, deux ans après qu'elles avaient été effectuées, afin d'évaluer le degré de mise en œuvre des recommandations. Deux rapports au titre du suivi – sur le Brésil (A/HRC/14/24/Add.4) et sur la République centrafricaine (A/HRC/14/24/Add.5) – sont soumis sous forme d'additifs au présent rapport.

23. Pendant mon mandat, j'ai rédigé des rapports au titre suivi sur 10 pays. L'image officielle qui s'en dégage n'est guère encourageante⁴. Si certains pays ont pris des mesures positives en réaction à mes rapports, beaucoup d'autres n'ont pas fait grand-chose pour mettre en œuvre les réformes recommandées.

24. Les acteurs de la société civile ont été désireux de donner des informations sur les rapports au titre du suivi, et leurs contributions ont été importantes. Cependant, moins de la moitié des pays examinés ont répondu lorsque je leur ai demandé de donner des informations sur la mise en œuvre des recommandations. Les réponses de certaines présences de pays des Nations Unies ont aussi été décevantes.

25. Compte tenu des résultats décevants dont font état les rapports au titre du suivi, le Conseil devrait élaborer des procédures pour s'assurer que les États tiennent compte des recommandations. À défaut, certains gouvernements risquent de considérer les visites dans les pays comme un désagrément temporaire qu'il faut subir plutôt que comme une occasion de faire sérieusement le bilan en vue de renforcer le respect des droits de l'homme.

26. Il faut aussi reconnaître, cependant, que l'efficacité des missions dans les pays ne doit pas être mesurée uniquement à l'aune des réponses officielles à des recommandations spécifiques. En réalité, ces missions présentent nombre d'avantages, dont certains ne sont pas facilement quantifiables. Selon mon évaluation personnelle, un certain nombre – mais en aucun cas la totalité – des missions dans les pays que j'ai effectuées ont donné des résultats positifs importants en ce qui concerne les droits de l'homme.

D. Demandes de visite dans des pays

27. La capacité du mandat d'être efficace est nettement compromise par le fait que les États dans lesquels il semble y avoir de graves problèmes d'exécutions extrajudiciaires peuvent ignorer systématiquement les demandes de visite, dans certains cas pendant plus d'une décennie. Les informations ci-dessous montrent que près de 70 % des 52 pays sollicités n'ont pas répondu à toutes les demandes ou n'ont pas accepté qu'une visite soit effectuée. Du point de vue de l'État individuel, la décision de répondre à une demande de visite relève de son pouvoir souverain d'appréciation. Il peut y avoir des raisons légitimes pour lesquelles une visite ne serait pas appropriée à un moment donné et pour lesquelles d'autres mandats pourraient être prioritaires. Mais au fil des ans, ces raisons se révèlent

⁴ E/CN.4/2006/53/Add.2, par. 7, A/HRC/8/3/Add.3 et A/HRC/11/2/Add.7 et Add.8.

moins convaincantes. Du point de vue du Conseil, il arrive un moment où le mécanisme qu'il a mis en place pour surveiller les exécutions extrajudiciaires et en rendre compte est effectivement empêché de faire son travail correctement en ce qui concerne les États en question. Cela devrait être un sujet de grave préoccupation pour le Conseil compte tenu de la responsabilité qui lui incombe en vertu de son mandat en matière de «prévention des violations des droits de l'homme»⁵.

28. Au cours de mon mandat, des demandes de visite ont été envoyées à 53 pays, en sus de celles envoyées par mon prédécesseur qui étaient toujours pendantes. Sur ces demandes:

- 14 demandes ont abouti à une mission dans le pays
- quatre missions ont été acceptées en principe et devraient avoir lieu en 2010 et 2011 (Argentine, Équateur, Mexique et Turquie)
- 35 États n'ont pas répondu ou n'ont pas accepté la mission malgré un échange de courrier⁶.

29. En mars 2010, les demandes de visite ci-après étaient toujours pendantes: Afrique du Sud, Arabie Saoudite, Bangladesh, Canada, Chine, Égypte, El Salvador, Éthiopie, Fédération de Russie, Géorgie, Guinée, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Israël, Kirghizistan, Mozambique, Myanmar, Népal, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Pérou, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Tchad, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Turkménistan, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam et Yémen.

III. Examen des questions traitées et des travaux de recherche entrepris

30. Les situations dont s'occupe le titulaire du mandat recouvrent souvent des questions complexes d'ordre factuel, politique et juridique. En plus de susciter un mouvement en faveur du changement, je me suis attaché à préciser et clarifier le cadre juridique international applicable.

31. Les nombreux thèmes qui ont fait l'objet d'un examen approfondi pendant six ans ont été abordés de différentes façons, mais essentiellement comme suit:

a) **Enquêtes empiriques.** Enquêtes menées dans le monde entier sur un type particulier d'homicide ou de mécanisme de reddition de comptes (par exemple, homicides liés aux élections, meurtres de «sorciers», homicides perpétrés par des groupes d'autodéfense, homicides ciblés, recours à des commissions d'enquête);

b) **Analyses des politiques et des pratiques optimales.** Dans plusieurs rapports, j'ai passé en revue les meilleures pratiques afin d'aider la société civile et les gouvernements à comprendre des questions juridiques et politiques complexes et de

⁵ Résolution 60/251 de l'Assemblée générale, par. 5 f).

⁶ En sus de 21 défauts de réponse, un État a déclaré que la demande (faite en 2006) était à l'étude; trois États ont répondu que la demande initiale ne pouvait pas être acceptée puis n'ont pas répondu aux lettres de suivi subséquentes; deux États ont au départ accepté une visite mais l'ont ensuite reportée indéfiniment; deux États ont répondu que la visite ne pouvait avoir lieu l'année demandée; quatre États ont indiqué que la visite pourrait avoir lieu plus tard mais n'ont pas répondu aux demandes subséquentes; un État a accusé réception de la demande mais n'a pas répondu aux lettres de suivi, et un État a simplement accusé réception de la demande.

préciser davantage mes propres recommandations. Ces études ont porté sur la protection des témoins, la justice militaire et la responsabilité de la police;

c) **Analyse juridique.** Dans d'autres rapports, j'ai mis l'accent sur des domaines contestés ou peu clairs du droit, tels que la relation entre droit des droits de l'homme et droit humanitaire, les circonstances dans lesquelles l'application de la peine de mort est illégale et la légalité des homicides ciblés.

32. Les questions diverses qui se posent dans le cadre du mandat peuvent être utilement envisagées par thèmes⁷. On trouvera ci-après une description des problèmes généraux rencontrés par le titulaire du mandat et les contributions apportées dans chacun des domaines⁸.

A. Homicides commis par des agents de la force publique ou d'autres forces de sécurité

33. Le titulaire du mandat est souvent informé d'homicides commis par des policiers, d'autres agents de la force publique ou des agents de sécurité. Ces homicides revêtent des formes très diverses. Les homicides volontaires, à savoir les cas où des policiers tirent pour tuer de présumés criminels sans avoir recours à d'autres mesures, sont des plus fréquents. On en trouvera des exemples détaillés dans mes rapports sur le Brésil, le Guatemala, le Kenya et le Nigéria. Certains de ces homicides sont commis par des policiers isolés, d'autres par des «escadrons de la mort» non officiels formés de policiers. Un autre problème majeur est le recours à une force excessive pendant l'arrestation d'un suspect, ou l'utilisation aveugle de la force dans le cadre de la répression d'émeutes. Ces homicides sont souvent dus à une mauvaise formation, à des règlements inappropriés relatifs à «l'utilisation de la force» et à des ressources insuffisantes. Dans les pays où les forces de sécurité sont parfois directement contrôlées par les politiciens, les responsables de la sécurité peuvent commettre des assassinats politiques, notamment de membres ou de sympathisants de l'opposition politique, et des meurtres liés aux élections. J'ai aussi enquêté sur de nombreux homicides motivés par des tentatives d'extorsion ou d'autres raisons personnelles d'un policier. Dans certains pays, les policiers commettent aussi des meurtres en dehors du service, que ce soit en invoquant «l'autodéfense», pour gagner de l'argent ou dans le cadre d'une milice bien organisée ou d'une entreprise commerciale.

34. J'ai examiné en détail les normes juridiques internationales applicables en matière d'usage de la force par la police, ainsi que les politiques qui semblent les plus à même de réduire ou, au contraire, de favoriser les exécutions illégales commises par la police. En 2006, j'ai exposé les fondements et la teneur du droit international relatif à l'usage de la force meurtrière par la police (A/61/311, par. 33-45). Dans ce rapport, j'ai expliqué que les règles régissant l'usage de la force sont fondées sur le principe selon lequel la force doit être nécessaire et proportionnelle. L'usage intentionnel de la force meurtrière est strictement restreint aux cas dans lesquels il est nécessaire pour protéger la vie. J'ai aussi souligné l'importance des principes énoncés dans le Code de conduite pour les responsables de l'application des lois et les Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois. Dans les rapports sur des pays, notamment ceux sur le Kenya (A/HRC/11/2/Add.6) et le Nigéria (E/CN.4/2006/53/Add.4),

⁷ À mesure de l'évolution du mandat dans le temps, ces catégories seront sans doute enrichies ou restructurées, mais il m'a semblé que celles qui sont décrites dans la présente section constituent une structure utile pour comprendre les problèmes que traite le mandat.

⁸ Le texte intégral de toutes les contributions du Rapporteur spécial a été organisé thématiquement et est disponible sous forme de manuel sur le site Web www.extrajudicialexecutions.org.

il est indiqué que le droit à la vie est gravement menacé dans les États où les directives sur le recours à la force ne sont pas conformes à ces règles.

35. Dans mon rapport de 2006 à la Commission, j'ai examiné les politiques du «tirer pour tuer» en réponse à un certain nombre de déclarations retentissantes faites par des représentants de divers gouvernements, autorisant la police à «tirer à vue» sur les terroristes et les criminels présumés (E/CN.4/2006/53, par. 44 à 54). Ce type de rhétorique officielle dangereuse se substitue aux normes juridiques claires sur l'utilisation de la force meurtrière qui disposent que les policiers peuvent tirer pour tuer uniquement lorsqu'il est clair qu'une personne est sur le point d'en tuer une autre (de sorte que la force meurtrière est proportionnelle) et qu'il n'y a aucun autre moyen possible d'arrêter le suspect (de sorte que la force meurtrière nécessaire).

36. Dans des rapports sur des pays, j'ai exposé des méthodes de substitution aux politiques de maintien de l'ordre contre-productives, illégales et violentes, telles que la police communautaire au Nigéria et les avantages d'une présence policière soutenue dans les zones contrôlées par des gangs au Brésil. Dans mes rapports sur le Kenya et le Nigéria, j'ai indiqué qu'il était nécessaire d'établir un registre centralisé permettant de conserver des données sur les homicides commis par des policiers et de suivre ces affaires.

37. Une partie importante de mes travaux sur les homicides commis par des policiers a mis l'accent sur l'amélioration de la reddition de comptes, question traitée plus en détail dans la section consacrée à l'impunité (voir plus loin).

B. Homicides en temps de conflit armé

38. Dans la plupart des pays où je me suis rendu, les conflits armés ont provoqué de nombreux homicides illégaux. C'est notamment le cas en Afghanistan, en République centrafricaine, en Colombie, en République démocratique du Congo, en Israël, au Liban, aux Philippines et à Sri Lanka.

39. Une partie importante de mes travaux sur les homicides en temps de conflit armé a visé à clarifier la relation entre le droit des droits de l'homme et le droit humanitaire, en commençant par le fondement de l'examen par le titulaire du mandat de la question des homicides en temps de conflit armé et des enquêtes sur ces affaires. En 2004 (E/CN.4/2005/7, par. 5 à 11 et 45) et 2007 (A/HRC/4/20, par. 18 et 20 à 24), j'ai montré que, dès le début du mandat, les rapporteurs spéciaux ont examiné la légalité des homicides au regard du droit international humanitaire, et que le mandat couvre, sans exception, les violations du droit à la vie dans les conflits armés non internationaux et internationaux. Ces analyses, ainsi que plusieurs rapports sur l'Afghanistan, Israël et le Liban et Sri Lanka, ont montré que le droit des droits de l'homme et le droit humanitaire offrent des protections équivalentes et complémentaires⁹.

40. Un autre aspect important de mes travaux dans ce domaine a consisté à étudier les méthodes et moyens utilisés pour faire la guerre. Dans mon rapport de 2007 au Conseil, par exemple (A/HRC/4/20), j'ai examiné les «homicides par compassion» et exposé le fondement juridique de leur interdiction absolue. J'ai aussi traité dans des rapports de questions telles que les principes de distinction et de proportionnalité, les frappes aériennes, les bombes à sous-munitions, les raids, la perfidie, les attentats-suicides, les boucliers humains, les problèmes qui se posent dans les contre-insurrections urbaines et les

⁹ E/CN.4/2005/7, par. 48 à 53; A/HRC/4/20, par. 19; A/HRC/2/7, par. 15 et 16; E/CN.4/2006/53/Add.5, par. 24 à 33; et A/HRC/11/2/Add.4.

homicides de personnes hors de combat¹⁰. Les rapports de mission sur la République centrafricaine (A/HRC/14/24/Add.5), l'Afghanistan (A/HRC/11/2/Add.4, par. 9 et 23 et 24) et Israël et le Liban (A/HRC/2/7, par. 30 et 68 à 70) traitent en outre de l'obligation de réciprocité et de l'illégalité des homicides commis à titre de représailles. Comme l'indiquent les discussions sur la réciprocité, l'utilisation illégale de boucliers civils par une partie, par exemple, n'a pas d'incidence sur l'obligation qu'a l'autre partie de s'assurer que les frappes aériennes ne tuent pas des civils en plus des cibles militaires.

41. Au cours du mandat, l'obligation qu'ont les groupes rebelles ou insurgés de respecter le droit international humanitaire a été maintes fois expliquée et soulignée, notamment dans les rapports nationaux sur l'Afghanistan (A/HRC/11/2/Add.4, par. 71), la République centrafricaine (A/HRC/11/2/Add.3, par. 6), la Colombie (A/HRC/14/24/Add.2), la République démocratique du Congo (A/HRC/14/24/Add.3), Sri Lanka (E/CN.4/2006/53/Add.5, par. 26, 30 et 33) et les Philippines (A/HRC/8/3/Add.2, par. 5). Trop souvent, et notamment dans les contextes d'insurrection, les civils sont pris au piège entre l'État et les forces rebelles, ou entre plusieurs factions rebelles, et s'efforcent d'éviter d'être menacés, ou même tués, par une ou plusieurs parties. Cette dynamique et l'obligation qu'ont toutes les parties de respecter le droit international ont été décrites en détail dans les rapports sur l'Afghanistan, la Colombie et la République démocratique du Congo.

42. D'autres rapports ont traité de l'importance de la réforme du secteur de la sécurité fondée sur les droits de l'homme (A/HRC/11/2/Add.3), du recrutement militaire et de l'examen du bilan du personnel militaire en matière de crimes de guerre¹¹, de la formation au droit humanitaire¹², des homicides commis par des agents de sécurité privés¹³ et de la nécessité de mettre en place des mécanismes permettant d'assurer la transparence et la reddition de comptes en ce qui concerne les violations du droit à la vie pendant les conflits armés et l'occupation¹⁴.

C. Homicides pendant des opérations antiterroristes

43. J'ai souvent eu à noter que même si les actes terroristes peuvent avoir des conséquences terribles, les réponses antiterroristes ne doivent pas violer le droit des droits de l'homme et le droit humanitaire. Les assassinats ciblés de terroristes présumés en sont un exemple. Le droit international des droits de l'homme et le droit international humanitaire s'appliquent pour limiter les circonstances dans lesquelles les États peuvent tuer intentionnellement des personnes données tant dans le cadre d'un conflit armé qu'en dehors¹⁵. Le refus des États qui pratiquent des homicides ciblés, et de ceux sur le territoire desquels ces homicides se produisent, de répondre aux lettres d'allégations et aux demandes de renseignements sur la question de savoir si les normes juridiques en vigueur et les garanties procédurales ont été respectées, crée une situation dans laquelle les gouvernements tuent sans «aucune obligation vérifiable de démontrer d'une manière ou d'une autre que ceux contre lesquels ils emploient la force meurtrière sont véritablement des terroristes» (E/CN.4/2005/7, par. 41).

44. En réponse aux politiques du «tirer pour tuer» visant des kamikazes présumés, j'ai examiné en détail les règles régissant le recours à la force meurtrière par les responsables de

¹⁰ Voir A/HRC/2/7 et A/HRC/11/2/Add.4.

¹¹ A/HRC/11/2/Add.3 et A/HRC/14/24/Add.3.

¹² A/HRC/11/2/Add.3 et A/HRC/11/2/Add.4.

¹³ Ibid.

¹⁴ Voir, par exemple, E/CN.4/2006/53, par. 33 à 43.

¹⁵ A/62/265, par. 27; E/CN.4/2005/7; et A/HRC/11/2/Add.5, par. 71 à 73.

l'application des lois (E/CN.4/2006/53, par. 44 à 54). Dans ce rapport, j'ai souligné que le droit des droits de l'homme fournit un cadre dans lequel les États peuvent concilier leur obligation de protéger leurs populations contre le terrorisme avec leur obligation de respecter les droits des suspects.

D. Homicides commis par des acteurs non étatiques

45. Le droit des droits de l'homme et le droit humanitaire s'appliquent clairement aux homicides commis par des acteurs non étatiques dans certaines circonstances. Ainsi, les rapports sur des missions dans des pays ont porté sur les homicides commis par des groupes de rebelles ou d'insurgés, des groupes paramilitaires, des milices, des groupes d'autodéfense, des escadrons de la mort, des gangs criminels, des bandits, des foules, des membres de la famille ou d'autres personnes. Ces homicides peuvent avoir pour motivation le «nettoyage social» ou viser à «rétablir l'honneur», à punir des criminels présumés ou à punir des «sorcières». Ils peuvent aussi être à but lucratif ou être liés à la violence familiale, à des «dettes de sang», des conflits armés, des violences électorales ou des violences intercommunautaires.

46. Parce que l'accent mis sur les homicides commis par des acteurs non étatiques a parfois été controversé, le titulaire du mandat a étudié et largement clarifié les fondements juridiques de la responsabilité des acteurs non étatiques et de l'État à l'égard de cette catégorie d'atteintes. En 2004, j'ai recensé quatre grandes catégories d'acteurs non étatiques et expliqué les incidences juridiques dans ce domaine (E/CN.4/2005/7, par 65 à 76):

a) L'État est directement responsable des actes commis par des acteurs non étatiques qui agissent à l'incitation du gouvernement, au su de celui-ci ou avec son consentement. En font notamment partie les milices privées contrôlées par le gouvernement (qui peuvent, par exemple, recevoir l'ordre de tuer des opposants politiques), les groupes paramilitaires et les escadrons de la mort;

b) Les gouvernements sont également responsables des actes commis par des prestataires privés (y compris les prestataires de services militaires et de sécurité privés) et des entreprises et des consultants qui exercent des fonctions relevant de la puissance publique (par exemple gestion pénitentiaire, maintien de l'ordre ou interrogatoires);

c) Lorsque des groupes armés non étatiques sont parties à un conflit armé, ils sont eux-mêmes directement responsables, au regard du droit, des homicides qu'ils commettent en violation du droit international humanitaire. Lorsqu'un groupe exerce un contrôle important sur un territoire et une population et qu'il a une structure politique identifiable, il peut également être important pour le Rapporteur spécial de transmettre les plaintes directement au groupe et d'appeler celui-ci à respecter les droits de l'homme et les normes du droit humanitaire¹⁶. Telle a été l'approche adoptée dans les rapports sur l'Afghanistan, la Colombie, la République démocratique du Congo et Sri Lanka.

d) Le titulaire du mandat a de plus en plus souvent traité d'affaires d'homicides entièrement «privés», comme des meurtres commis par des gangs, des homicides commis par des groupes d'autodéfense, des «crimes d'honneur» ou des meurtres relevant de la violence conjugale. Dans la plupart des cas, un homicide privé isolé est une infraction qui relève du cercle privé et n'engage pas la responsabilité de l'État. Cependant, lorsqu'il y a un schéma bien établi d'homicides et que la réaction du gouvernement (en termes de prévention ou de reddition de comptes) est inappropriée, la responsabilité de l'État est

¹⁶ Voir A/62/265, par. 37 à 44.

engagée. En vertu du droit des droits de l'homme, l'État n'a pas seulement l'interdiction de violer directement le droit à la vie mais doit aussi garantir ce droit et assumer son obligation d'exercer la diligence voulue en prenant les mesures appropriées pour prévenir ces actes et dissuader leurs auteurs potentiels, mener des enquêtes et poursuivre et punir les auteurs. En outre, dans les rapports détaillant les violations commises par des gouvernements en réaction à des violences commises par des acteurs non étatiques (y compris les gangs ou les sectes), il importe d'indiquer les violations commises par des acteurs non étatiques afin de donner une image fidèle de la situation à laquelle ces gouvernements doivent faire face. Tel a été le cas dans les rapports sur le Brésil, le Kenya et le Nigéria.

47. Afin de comprendre la dynamique des homicides commis par des acteurs non étatiques, qui sont souvent sous-estimés et peu étudiés, des rapports soumis au Conseil et à l'Assemblée générale ont inclus des études globales de phénomènes particuliers tels que les homicides commis par des groupes d'autodéfense et la «justice populaire» (A/64/187, par. 15 à 83) et les meurtres de «sorciers» (A/HRC/11/2, par. 43 à 59). M^{me} Jahangir, qui m'a précédé, a largement contribué à l'étude de la question des «crimes d'honneur» (E/CN.4/2000/3, par. 78 à 84).

E. Décès en détention

48. Les communications aux gouvernements et les rapports sur des missions dans des pays portent souvent sur des décès en détention, qui recouvrent les homicides de détenus par des gardiens, la violence entre détenus, les suicides, les décès résultant d'actes de torture infligés en garde à vue et ceux résultant des conditions de détention, notamment de l'insuffisance des soins de santé, de la surpopulation et d'une alimentation inappropriée.

49. J'ai analysé en détail la nature de la responsabilité de l'État en milieu carcéral (A/61/311, par. 49 à 54). Les États ont un degré élevé de responsabilité en ce qui concerne la protection des droits des détenus. En effet, lorsqu'une personne meurt en détention, il y a présomption de la responsabilité de l'État. L'État a pour obligation d'interdire et de poursuivre la commission d'homicides par des gardiens ou d'autres agents mais aussi de prévenir les décès et de réagir efficacement à leurs causes. Plus précisément, l'État est notamment tenu d'assurer une surveillance et un contrôle appropriés des lieux de détention, de dispenser des soins de santé appropriés aux détenus (A/HRC/11/2/Add.5) et d'allouer des budgets suffisants aux établissements pénitentiaires (A/HRC/14/24/Add.3), de mettre fin à la pratique conformément à laquelle des détenus gèrent des prisons (A/HRC/8/3), de veiller à ce que des registres précis des détenus et de leurs condamnations soient tenus (A/HRC/14/24/Add.3) et d'exercer la diligence voulue pour prévenir la violence entre détenus.

F. Peine de mort

50. Le droit international n'interdit pas l'application de la peine de mort. Toutefois, étant donné que le droit à la vie est un droit fondamental, les circonstances dans lesquelles la peine de mort peut être légalement appliquée sont strictement définies. Les exécutions effectuées en violation de ces restrictions sont des homicides illégaux.

51. Plusieurs rapports sur les limites juridiques de l'application de la peine de mort montrent que:

a) La peine de mort n'est licite que si elle est prononcée à l'issue d'un procès mené dans le respect des garanties fondamentales d'une procédure régulière – doivent notamment être assurés l'indépendance du pouvoir judiciaire, le droit à un avocat, le droit à un recours utile et le droit de ne pas être forcé à déposer et de ne pas être torturé à cette fin

(A/HRC/11/2/Add.5). Lorsque le système judiciaire d'un État ne peut pas assurer le respect de l'équité des procès, le Gouvernement devrait imposer un moratoire sur les exécutions (A/HRC/11/2/Add.4, par. 65 et 89);

b) Les États qui imposent la peine de mort doivent garantir la transparence des processus et procédures en vertu desquels ce châtement est imposé¹⁷. Cette obligation est fermement ancrée dans le droit existant (E/CN.4/2006/53/Add.3). Les États qui maintiennent la peine de mort doivent effectuer des examens périodiques pour déterminer la mesure dans laquelle les normes internationales ont été respectées et rendre compte au Conseil des résultats de ces examens (E/CN.4/2005/7, par 60 à 62 et 88);

c) Le droit international interdit l'application de la peine de mort aux mineurs¹⁸;

d) Le droit international interdit l'imposition obligatoire de la peine de mort¹⁹;

e) Le droit international n'autorise la peine de mort que pour les «crimes les plus graves». La portée et les incidences de cette phrase importante ont été étudiées en détail²⁰.

f) Une personne condamnée à mort a le droit de solliciter une grâce ou une commutation de sa peine (A/HRC/8/3, par. 59 à 67).

52. Dans le contexte de la peine de mort, il a aussi fallu traiter la question de la relation entre les obligations juridiques internationales et la charia ou le droit pénal islamique, tels qu'ils sont appliqués dans certains pays. Plus précisément, des rapports ont porté sur la lapidation, l'illégalité de la peine de mort pour homosexualité ou adultère et les problèmes que pose la *diya* (compensation tenant lieu de sanction pénale)²¹.

G. Impunité: enquêtes, poursuites et condamnations

53. L'impunité est souvent une cause centrale de la persistance des homicides. Dans nombre des pays où le Rapporteur spécial s'est rendu, elle est entretenue par des problèmes à tous les niveaux du système de justice pénale. Ainsi, la police peut ne pas vouloir ou ne pas pouvoir mener une enquête indépendante sur un homicide. L'État peut manquer des capacités médico-légales nécessaires pour mener des enquêtes. Les lieux des crimes peuvent ne pas être sécurisés. La police peut ne pas renvoyer certaines affaires au parquet. Les procureurs peuvent être corrompus ou mal formés. Les témoins peuvent être légitimement réticents à déposer en raison de l'insuffisance des programmes de protection des témoins. Le rôle des tribunaux peut être si surchargé que les affaires ne sont pas traitées avant des années, ou les juges peuvent accepter des pots-de-vin pour retarder des affaires ou acquitter les auteurs. Si les auteurs sont reconnus coupables, les systèmes pénitentiaires peuvent être précaires ou vulnérables à la corruption, de sorte que des détenus s'évadent ou versent des pots-de-vin pour sortir de détention.

54. Compte tenu de ces problèmes, des études spécifiques ont porté sur:

a) La nécessité d'exercer un contrôle externe sur la police, les diverses formes de surveillance et le droit et les principes applicables (A/HRC/14/24/Add.8);

¹⁷ E/CN.4/2005/7; E/CN.4/2006/53, par. 28; et A/HRC/8/3/Add.3, par. 81.

¹⁸ A/HRC/11/2, par. 29 à 42 et A/HRC/4/20, par. 16 et 17 et 63.

¹⁹ E/CN.4/2005/7, par. 63 et 64 et 80; A/HRC/4/20, par. 54 à 62 et 66; et A/HRC/11/2/Add.6, par. 83 et 84 et 115.

²⁰ A/HRC/4/20, par. 39 à 53 et 65; A/HRC/11/2/Add.6, par. 84; et A/HRC/11/2/Add.5, par. 23.

²¹ A/HRC/8/3/Add.3, par. 76 à 78; E/CN.4/2006/53/Add.4, par. 21 à 24 et 32 à 38; et A/61/311, par. 55 à 64.

b) Les obstacles à l'efficacité des commissions nationales d'enquête et les conditions de la création et du fonctionnement de commissions efficaces²²;

c) Les meilleures pratiques en matière de programmes de protection des témoins (A/63/313);

d) La manière dont les États peuvent rendre leurs systèmes de justice militaire compatibles avec les normes relatives aux droits de l'homme (A/63/313).

55. Les rapports de mission ont également abordé le rôle important que jouent les acteurs internationaux et non gouvernementaux, y compris les ONG, les institutions nationales de protection des droits de l'homme, le HCDH et la Cour pénale internationale dans la promotion de la responsabilité.

H. Réparations dans les affaires d'homicides

56. Chaque fois qu'un État est responsable d'un homicide illégal, le droit international exige qu'il accorde une réparation sous forme d'indemnisation et/ou de satisfaction. Cette obligation trouve son fondement dans le droit international général de caractère coutumier et dans le droit des droits de l'homme et le droit humanitaire²³. L'État est également tenu de veiller à ce que les victimes aient accès à des recours, y compris des voies de recours judiciaires, en cas de violation de leurs droits.

57. D'une manière générale, les États peuvent et doivent faire bien davantage pour respecter leurs obligations en matière de réparation. Dans nombre des pays où s'est rendu le titulaire du mandat, comme le Kenya et Sri Lanka, les gouvernements n'ont pas respecté leurs obligations, soit parce qu'ils n'ont pas mis en place de programmes de réparation, soit parce que les familles des victimes ont du mal à avoir accès aux programmes existants, ou encore en raison d'obstacles juridictionnels indus. Des réparations appropriées doivent aussi être prévues par les mécanismes de justice transitionnelle d'après-conflit. Ce n'est souvent pas le cas (voir A/HRC/14/24/Add.2).

58. De plus en plus, de crainte que le versement de «réparations» revienne à reconnaître que l'État a commis des actes répréhensibles, les gouvernements parties à des conflits armés créent d'autres formes d'indemnisation. Des versements «à titre gracieux» ou «de condoléances» sont souvent faits aux familles des civils tués lors de conflits armés. Cette pratique, qui est en particulier le fait des États-Unis d'Amérique en Afghanistan et en Iraq, présente des avantages importants même si des problèmes subsistent dans l'administration et la distribution des fonds²⁴. Néanmoins, elle n'exonère pas les États de leur obligation de reconnaître les actes répréhensibles qui sont commis.

I. Groupes de victimes

59. Pour comprendre la dynamique et les causes des homicides dans des situations particulières, il faut souvent se concentrer sur l'appartenance des victimes à des groupes particulièrement vulnérables. Ainsi, faisant fond sur les travaux de M^{me} Jahangir (voir par exemple E/CN.4/2000/3, par. 78 à 84), j'ai traité dans mes rapports de la vulnérabilité particulière des femmes au regard de pratiques telles que les crimes d'honneur, la violence familiale, la violence sexuelle comme cause de décès, le «féminicide» et les meurtres de

²² A/CN.4/2006/53 et A/HRC/8/3.

²³ A/HRC/11/2/Add.4, par. 35, note 35.

²⁴ Ibid., par. 35 et 36 et A/HRC/11/2/Add.5, par. 66 et 67.

«sorciers»²⁵. Des rapports sur des pays ont porté sur d'autres groupes vulnérables, notamment les réfugiés, les autochtones, les personnes jugées «socialement indésirables», les criminels présumés, les enfants, les personnes âgées, les handicapés, les personnes perçues ou se considérant comme des gays, des lesbiennes, des bisexuels ou des transsexuels, les défenseurs des droits de l'homme et les journalistes.

J. Mandat et méthodes de travail

60. Je me suis efforcé, en particulier, de faire mieux comprendre la portée du mandat et les méthodes de travail adoptées. En plus d'assurer la continuité avec les travaux de mes prédécesseurs en ce qui concerne les types de violations traitées et le cadre juridique du mandat (voir E/CN.4/2002/74, par. 8), j'ai:

- a) Limité le nombre global des communications envoyées afin d'être en mesure de consacrer plus d'attention à une analyse juridique détaillée dans les communications;
- b) Introduit un système d'évaluation de l'adéquation des réponses reçues des gouvernements²⁶;
- c) Institué des rapports au titre du suivi des missions dans des pays²⁷;
- d) Fourni une analyse juridique détaillée à l'appui des interprétations adoptées par le mandat;
- e) Cherché à sensibiliser le Conseil aux conséquences de la persistance de l'absence de réponse aux demandes visant à effectuer des visites dans les pays (E/CN.4/2006/53, par. 13 à 16);
- f) Analysé en détail le mandat du Rapporteur spécial et les types de crimes qu'il couvre (E/CN.4/2005/7, par. 6).

IV. Travaux de recherche futurs

61. Il ne suffit pas de dénoncer des violations. Nombre des questions qui se posent sont complexes et doivent être analysées si l'on veut que le mandat réalise pleinement son potentiel. Compte tenu de mon expérience au cours des six dernières années, je voudrais encourager les acteurs de terrain à mener des travaux de recherche sur les questions ci-après, notamment.

A. Violence sexuelle et homicides illégaux

62. Le lien entre la violence sexiste et les homicides a été un thème central dans de nombreuses situations, que ce soit en ce qui concerne les crimes «d'honneur», le «féminicide», la violence familiale ou les meurtres de personnes accusées de «sorcellerie»²⁸. Mais les situations dans lesquelles des femmes sont littéralement violées à mort sont en réalité nettement sous-estimées et les liens entre le viol et les homicides n'ont

²⁵ Voir E/CN.4/2004/7, par. 66 à 69; A/HRC/11/2/Add.4, par. 63 et 64; A/HRC/4/20/Add.2, par. 22 à 26; A/HRC/11/2/Add.3, par. 49 à 51 et 87; et A/HRC/11/2, par. 43 à 59 et 68.

²⁶ E/CN.4/2005/7, par. 14 et 15, 22 et 23 et E/CN.4/2006/53, par. 8 à 12.

²⁷ E/CN.4/2005/7, par. 29 à 31 et E/CN.4/2006/53, par. 19.

²⁸ Voir aussi A/HRC/11/2/Add.7, par. 18 et 19 et A/HRC/11/2, par. 43 à 59 et 68.

pas été suffisamment étudiés²⁹. Si les hommes sont aussi victimes de violences sexuelles liées à des homicides, les femmes ont été victimes de ces homicides de tout temps dans le monde entier:

- a) Des femmes sont tuées si elles résistent à leur violeur ou tuées immédiatement après avoir été violées;
- b) Des femmes sont réduites en esclavage sexuel puis tuées;
- c) Des membres de la famille (généralement des hommes) ou d'autres personnes qui tentent de s'opposer à un viol ou refusent d'obéir à l'ordre de violer des femmes de leur famille sont tués (S/2009/693, par. 80);
- d) Des femmes qui ont été agressées meurent à la suite de blessures liées au viol qu'elles ont subi ou parce qu'elles ont contracté le VIH/sida ou d'autres maladies sexuellement transmissibles (A/HRC/14/24/Add.3).

63. Les viols/meurtres peuvent être particulièrement brutaux lorsqu'il s'agit de représailles pour collaboration présumée avec un groupe d'opposition. Les décès sont particulièrement à craindre dans les zones reculées où les victimes n'ont guère accès aux services de santé, voire pas du tout (A/HRC/14/24/Add.3). Un problème constant, cependant, est que la collecte de données sur ce phénomène est particulièrement difficile. Dans les situations de conflit, les ressources sont rares et les survivants deviennent la priorité. Les préoccupations en matière de confidentialité, ajoutées aux problèmes de stigmatisation et de représailles, limitent également les possibilités de collecte de données significatives. Mais il importe que l'ampleur et la gravité du problème ne soient pas sous-estimées. Il faut mener davantage de travaux de recherche pour veiller à ce que l'ampleur du phénomène soit reconnue, lutter contre l'impunité et mieux comprendre les dynamiques qui sont en jeu et ainsi, contribuer à élaborer des stratégies pour l'avenir.

B. Lieux des crimes et preuves médico-légales

64. La capacité de recueillir et d'analyser des preuves médico-légales est essentielle pour lutter contre l'impunité des auteurs d'homicides illégaux. Pourtant, elle est trop souvent cruellement insuffisante, quand elle n'est pas totalement absente. Faute d'expertise médico-légale, il peut être extrêmement difficile de mener des poursuites à bien et les procès reposant sur des aveux, quelle que soit la manière dont ceux-ci sont obtenus, deviennent la solution la plus souvent retenue. Cela est particulièrement vrai lorsque les témoins ont peur de témoigner, comme c'est souvent le cas lorsque des membres de groupes armés ou des policiers étaient responsables de l'homicide. Dans les pays où il existe une expertise médico-légale de base, les ressources, la formation ou les normes relatives à la collecte de preuves sont souvent très limitées. Dans ces circonstances, les éléments de preuve ne peuvent faire l'objet d'examen ou d'analyses de base corrects (tels que le passage aux rayons X ou l'analyse de la poudre) (A/HRC/11/2/Add.2, par. 54 à 56). Dans d'autres pays, le problème peut être le manque d'indépendance des institutions – si le bureau de médecine légale n'est pas indépendant de la police et que des policiers sont impliqués dans une fusillade illégale, la police n'aura aucun mal à dissimuler ou à manipuler des éléments de preuve.

65. Les points suivants gagneraient à ce que des travaux de recherche supplémentaires soient réalisés:

²⁹ Pour des exceptions récentes, voir A/HRC/14/24/Add.3 et S/2009/693, annexe, par. 79.

a) Quelle est l'expertise médico-légale minimale dont l'État doit disposer pour s'acquitter de son obligation, en vertu du droit international, d'enquêter sur les exécutions illégales et de poursuivre les auteurs? Comment la communauté internationale peut-elle appuyer au mieux le développement de laboratoires de médecine légale et d'une expertise dans ce domaine dans les États en développement?

b) Quels sont les avantages des différents modèles institutionnels utilisés dans les différents pays?

c) Quelles sont les meilleures pratiques en matière de médecine légale?

d) Comment les normes relatives aux droits de l'homme devraient-elles influencer l'approche de la médecine légale?

e) Où rencontre-t-on le plus souvent des obstacles à l'efficacité et à l'indépendance dans le processus médico-légal? Par exemple, les éléments de preuve sont-ils perdus ou font-ils l'objet de manipulations sur les lieux du crime lui-même, quand le corps est examiné, ou au moment où ils sont soumis aux procureurs? Quelles mesures peuvent être prises à chaque étape pour réduire les obstacles?

C. Acteurs armés non étatiques et leur recours à la «peine de mort»

66. Dans un certain nombre de pays où le Rapporteur spécial s'est rendu, dont l'Afghanistan, la République centrafricaine, la Colombie et le Kenya, des acteurs non étatiques armés ont mis en place des «tribunaux» pour connaître de faits illicites qui auraient été commis par des civils. Certains de ces procès ont abouti à des condamnations à mort. Dans certaines affaires, ce processus n'est guère plus que l'assassinat à peine masqué d'un opposant. Dans d'autres, le groupe peut, à défaut de présence de l'État, appliquer un code pénal rudimentaire.

67. Ce phénomène de «marché noir de la justice pénale» ne reçoit presque aucune attention, même si à l'évidence, son importance l'exige. Il faudrait mener des travaux de recherche comparative pour établir si ces processus respectent les normes fondamentales relatives à l'équité des procès et étudier leur composition, les types d'infractions jugées, quand la peine de mort est imposée et à quelle fréquence et les réactions (s'il y a lieu) des États et de la communauté internationale à ces faits.

D. Charniers et responsabilité de l'État

68. Je me suis rendu sur des charniers ou j'ai été informé de leur existence en Afghanistan, en Albanie, en Colombie et au Kenya. Au Kenya, autour du Mont Elgon, j'ai appris que des sites n'avaient pas été sécurisés ou préservés et que les victimes n'avaient pas été identifiées. En Albanie, selon de nombreuses informations, il y aurait des charniers qui n'auraient pas encore été découverts, résultant de violations commises à l'époque communiste ou d'exécutions présumées après la guerre du Kosovo (A/HRC/14/24/Add.9). En Afghanistan, je me suis rendu à Dasht-e Leili où se trouveraient les restes de quelque 2 000 combattants talibans tués après s'être rendus en 2001. Selon des informations crédibles, les responsables ont ensuite enlevé les corps pour détruire les preuves (A/HRC/11/2/Add.4, par. 66).

69. Les États ont l'obligation d'enquêter sur les violations présumées du droit à la vie. Mais qu'est-ce que cela suppose précisément en ce qui concerne les charniers? Certaines mesures doivent-elles être prises lorsqu'il y a des allégations crédibles de l'existence d'un charnier? Que peut-on tirer de l'expérience des États en matière de traitement des charniers sur leur territoire? Quelles mesures devraient être prises pour sécuriser le site, empêcher

toute manipulation et protéger les témoins, identifier les corps et informer les membres de la famille? Comment le Rapporteur spécial peut-il réagir au mieux aux allégations faisant état de l'existence de charniers? Devrait-il y avoir des ressources internationales disponibles, outre celles prévues par des groupes tels que Médecins pour les droits de l'homme, pour mener des enquêtes indépendantes bénéficiant de l'expertise requise? L'efficacité des efforts visant à prévenir l'impunité dépend fortement des réponses apportées à ces questions.

E. Groupes de défense civils

70. Le titulaire du mandat a traité de l'usage de la force par des acteurs privés dans divers contextes. Un sous-groupe particulier d'acteurs non étatiques – les civils qui se réunissent pour former des «groupes de défense civils» ou des «forces d'autodéfense villageoises» en vue de recourir à la force contre d'autres acteurs armés – soulève des questions complexes qui méritent de faire l'objet de travaux de recherche.

71. Les situations les plus propices à l'existence de ces groupes sont les suivantes:

- a) La vie et les biens des civils sont menacés quotidiennement dans des situations de conflit armé, de graves situations de non-droit (en particulier des attaques menées par des bandits contre des villages) ou une profonde insécurité du même ordre, et
- b) Les forces de sécurité de l'État sont peu nombreuses, voire totalement absentes parce que, par exemple, le territoire est isolé, ou contrôlé ou contesté par des groupes rebelles ou des bandes criminelles, et/ou
- c) Les forces de l'État sont elles-mêmes une source de menace³⁰.

72. La communauté internationale est depuis longtemps préoccupée par l'existence de ces groupes et les risques qu'ils présentent³¹ mais la meilleure façon de réduire les risques, le moment où ces groupes devraient être soutenus ou dissous et la façon de procéder n'ont guère été analysés et ne sont pas bien compris. D'une part, les groupes de défense civils peuvent être la seule force de sécurité à la disposition des communautés locales. Dans certains cas – par exemple, par nécessité impérieuse et pour se défendre contre des menaces imminentes qui pèsent sur la vie – la formation de ces groupes peut être appropriée et leur usage de la force peut être légitime.

73. D'autre part, l'expérience montre qu'il y a un risque élevé que ces groupes commettent de graves violations des droits de l'homme en toute impunité, ou deviennent des milices ou des groupes de bandits incontrôlés³². Ce problème se pose toujours dans la République démocratique du Congo et la République centrafricaine³³.

74. Compte tenu de la prévalence des groupes de défense civils à travers le monde et de leur capacité soit de protéger soit de violer le droit à la vie, des recherches complémentaires sont nécessaires pour étudier les conditions dans lesquelles ils se constituent, les facteurs

³⁰ E/CN.4/1994/7, par. 719 et 720; E/CN.4/1994/7/Add.1; A/HRC/4/20/Add.2; A/HRC/11/2/Add.6; et A/HRC/14/24/Add.3.

³¹ Voir résolution 1992/57 de la Commission des droits de l'homme; E/CN.4/1992/18; E/CN.4/1993/34; et E/CN.4/1994/38.

³² E/CN.4/1994/7, par. 719 et 720 (qui font référence aux Bangladesh Rifles et aux gardes Ansar au Bangladesh, aux patrouilles d'autodéfense civile au Guatemala, aux *rondas campesinas* et aux *comités de defensa civil* au Pérou, aux unités géographiques des forces armées citoyennes aux Philippines et aux Kontrgerilla et gardes de village en Turquie).

³³ A/HRC/14/24/Add.3 et A/HRC/14/24/Add.5.

qui contribuent à une conduite illégale et ce que les gouvernements et la communauté internationale peuvent faire pour atténuer ces risques. Il est clair que conformément au droit des droits de l'homme, les gouvernements doivent faire preuve de diligence raisonnable pour éviter que ces groupes ne commettent des exactions et pour mener des enquêtes et poursuivre et punir les auteurs de violations lorsque celles-ci se produisent. Mais il est difficile de savoir, notamment, si, dans quelles circonstances et comment les gouvernements pourraient ou devraient légalement soutenir ou encourager le développement de groupes de défense civils.

F. Corruption et homicides illégaux

75. La corruption est un problème important dans la plupart des pays où le Rapporteur spécial s'est rendu³⁴. Nonobstant les premières apparences, il y a souvent un lien étroit entre corruption et homicides. La corruption peut contribuer à la perpétration d'homicides illégaux (par exemple, à la violence exercée par des policiers contre des civils qui refusent de verser un pot-de-vin) et à l'impunité des auteurs (par la corruption de la police, des procureurs ou des juges) et peut détourner des ressources essentielles de programmes gouvernementaux indispensables qui contribueraient à réduire les homicides. Elle peut donc être à la fois une cause et une conséquence des homicides et de l'impunité.

76. La corruption généralisée et profonde est difficile à éradiquer, mais s'il n'y a pas de changement, il est souvent peu utile de recommander des réformes radicales de la police ou des systèmes juridiques. Les travaux de recherche pourraient explorer les facteurs qui favorisent les homicides ou les réduisent dans des contextes corrompus et l'efficacité des mesures visant à réduire la corruption et leur incidence sur les niveaux d'homicides. Ces mesures pourraient notamment être les suivantes: prévoir de mener des audits des institutions gouvernementales, obliger les hauts fonctionnaires à déclarer publiquement leur patrimoine (A/HRC/14/24/Add.5), instituer des politiques de tolérance zéro (E/CN.4/2006/53/Add.4, par. 57), renforcer les mécanismes de surveillance de la police (idem), instituer des réformes structurelles radicales (A/HRC/11/2/Add.6, par. 95) ou adapter les programmes de protection des témoins spécifiquement pour protéger les témoins contre les représailles de la police et l'intimidation généralisée des témoins³⁵.

77. Les travaux de recherche pourraient également porter sur le rôle et les effets de l'aide des donateurs dans les initiatives anti-corruption. Alors que, par exemple, l'aide des donateurs destinée à améliorer les salaires des forces de police et le système judiciaire peut être nécessaire et bienvenue, elle n'est souvent qu'un élément des réformes systémiques nécessaires pour lutter contre la corruption, la violence et la culture de l'impunité (A/HRC/8/3/Add.3, par. 90 et 91). L'aide peut être plus efficace lorsqu'elle fait partie d'un système coordonné de financement fourni par des donateurs pour mettre en place des programmes sur l'état de droit, définis au sens large pour viser diverses institutions et tous les niveaux de la société, mais les paramètres, besoins et résultats exacts de ces initiatives doivent encore faire l'objet d'études plus poussées.

³⁴ E/CN.4/2006/53/Add.4, par. 39 à 41 et 48 (Nigéria); A/HRC/11/2/Add.6, par. 31 (Kenya); et A/HRC/11/2/Add.3, par. 83 à 86.

³⁵ A/HRC/11/2/Add.2, par. 61 et A/HRC/11/2/Add.7, par. 38.

G. Opérations de maintien de la paix et opérations de forces multinationales des Nations Unies

78. Les Nations Unies déploient actuellement plus de soldats de la paix qu'à n'importe quel autre moment de leur histoire. Certaines missions de maintien de la paix, comme celle en République démocratique du Congo, ont des mandats très solides leur permettant de protéger les civils, d'utiliser la force armée et de soutenir l'armée nationale. Les missions sont aussi de plus en plus souvent chargées de mener toute une série d'activités allant du combat actif au développement, à la réforme de la justice et à la surveillance de la situation des droits de l'homme. Ces dernières années ont aussi vu augmenter les déploiements de forces multinationales régionales et internationales, y compris lorsque ces forces multinationales sont parties à un conflit armé (comme en Iraq ou en Afghanistan).

79. Dans presque tous les cas, les représentants des diverses missions internationales que j'ai rencontrés ont été très coopératifs et j'ai bénéficié de leur expérience et de leurs équipements. Cela a été vrai même lorsque, conformément à mon mandat, j'ai dû examiner de près certains aspects du travail de ces missions³⁶. L'utilisation accrue et le caractère varié des opérations de maintien de la paix et des opérations de forces multinationales soulèvent de nombreuses questions en ce qui concerne les droits de l'homme et les obligations des forces internationales en vertu du droit humanitaire, et la responsabilité en cas de violations de ces obligations. L'élaboration des normes pratiques nécessaires pour répondre à de nombreuses questions de ce type en est encore à un stade précoce³⁷. D'après mon expérience, il serait utile que des travaux de recherche portent sur les questions suivantes:

a) Participation de militaires accusés de violations des droits de l'homme et du droit humanitaire à des opérations de maintien de la paix et des opérations de forces multinationales:

- i) Quand et dans quelles conditions, s'il y a lieu, une unité militaire ainsi accusée devrait-elle être exclue des activités régionales ou internationales de maintien de la paix ou d'autres missions militaires?
- ii) Comment la communauté internationale doit-elle répondre aux allégations crédibles indiquant qu'un contingent militaire engagé dans une opération de maintien de la paix ou une opération d'une force multinationale a commis des violations du droit des droits de l'homme ou du droit humanitaire? Qu'est-ce qu'une allégation «crédible»? Comment les enquêtes doivent-elles être menées, et par qui?

b) Obligations des Nations Unies à l'égard des forces militaires nationales qu'elles appuient

- i) Lorsqu'un appui est apporté à des forces militaires nationales, quelles sont les obligations des Nations Unies lorsque des membres de ces forces commettent des violations présumées du droit des droits de l'homme ou du droit humanitaire? À quel moment les Nations Unies deviennent complices ou légalement responsables des exactions commises?
- ii) Quelles conditions sont les plus efficaces et devraient servir de base pour le soutien des Nations Unies à des forces armées nationales? Comment garantir que ces conditions sont transparentes pour le public? Quelles mesures devraient prendre les

³⁶ A/HRC/11/2/Add.3 et 4 et A/HRC/14/24/Add.3.

³⁷ Voir, par exemple, l'excellent rapport du Prince Zeid Ra'ad Zeid Al-Husseini (2005) sur l'exploitation sexuelle par des personnels de maintien de la paix (A/59/710).

Nations Unies pour s'assurer que ces conditions sont respectées, et que faut-il faire lorsque ce n'est pas le cas?

iii) Quel organisme des Nations Unies devrait être chargé de mener des enquêtes indépendantes sur les allégations de violations? Doit-il y avoir une entité distincte et indépendante des Nations Unies chargée d'enquêter sur les violations des droits de l'homme? Quel est le niveau d'enquête nécessaire?

iv) Lorsque du personnel militaire est soupçonné de crimes de guerre, quelles stratégies et quels outils peuvent être utilisés efficacement pour relever le suspect de ses fonctions d'autorité sans provoquer de réaction violente ni porter atteinte aux accords de paix, dissoudre et/ou désarmer l'unité ou les unités alliées du suspect et veiller à ce que celui-ci fasse effectivement l'objet d'une enquête et de poursuites?

c) Obligations des donateurs à l'égard des militaires accusés de violations du droit des droits de l'homme et du droit humanitaire

i) Quelles restrictions s'appliquent et devraient s'appliquer à l'assistance apportée par un gouvernement à une armée étrangère? Quelle est l'efficacité des restrictions qui subordonnent l'assistance à des forces armées étrangères à l'assurance que celles-ci n'ont pas commis de violations flagrantes des droits de l'homme? Quelles obligations juridiques a un gouvernement de veiller à ce que l'aide, les ressources ou la formation qu'il fournit ne sont pas utilisés pour commettre des exactions ou par des unités qui ont commis des exactions?

ii) Face à des allégations crédibles de violations commises par les forces armées d'un État, quelles sont les obligations juridiques internationales des pays qui fournissent des fonds ou d'autres formes d'aide? À quel moment l'État donateur engage-t-il ou devrait-il engager sa responsabilité pour des exactions commises par les forces armées qu'il appuie?

d) Responsabilité pour des homicides illégaux commis dans le cadre d'opérations de maintien de la paix ou des opérations de forces multinationales

i) Quelles pratiques optimales l'ONU ou les forces multinationales devraient-elles adopter pour s'assurer que les décès de civils ou les autres décès illégaux sont signalés avec précision, enregistrés et rendus publics et font l'objet d'enquêtes indépendantes et efficaces, et que leurs auteurs sont dûment poursuivis et punis?

ii) Quelles pratiques optimales peuvent garantir que les familles des victimes aient un accès approprié aux informations sur les enquêtes, les poursuites et leurs résultats?

iii) Quels problèmes de compétence pourraient se poser en matière d'enquêtes et de poursuites (par exemple entre l'État hôte et la force des Nations Unies ou la force multinationale) et comment pourraient-ils être réglés?

iv) Que devraient prévoir les protocoles d'entente (entre les Nations Unies et les pays qui fournissent des troupes) ou les accords relatifs au statut des forces en ce qui concerne les questions de compétence pour garantir que les obligations en matière de reddition de comptes sont remplies?

v) Quelles sont les responsabilités spécifiques qu'a un État d'accueil de s'assurer que les forces des Nations Unies ou les forces multinationales respectent les obligations qui leur incombent en vertu du droit des droits de l'homme et du droit humanitaire? Que devrait-il se passer quand un État ne s'acquitte pas de ses obligations de mener des enquêtes et de poursuivre les auteurs d'infractions?

e) Surveillance de la situation des droits de l'homme et promotion de ces droits au sein d'une mission de maintien de la paix des Nations Unies

i) Les fonctions des Nations Unies en matière de droits de l'homme s'inscrivent souvent dans le mandat général des missions dans les pays. Par exemple, dans la République démocratique du Congo comme en République centrafricaine, le HCDH ne dispose pas d'un bureau indépendant mais ses fonctions sont intégrées dans la mission plus large des Nations Unies. Dans certaines situations, il peut y avoir de bonnes raisons qu'il en soit ainsi. Dans d'autres, des considérations politiques peuvent réduire l'efficacité de l'important travail accompli par les spécialistes des droits de l'homme. Il faut prendre en considération la manière dont, dans ce type de contextes, on peut assurer au mieux la surveillance de la situation des droits de l'homme et promouvoir ces droits.

ii) Il faut aussi tenir compte des circonstances dans lesquelles les fonctionnaires des Nations Unies, à des fins de protection des droits de l'homme et à des fins humanitaires, doivent entretenir des contacts avec des groupes rebelles ou insurgés.

80. Compte tenu de l'importance et de la complexité de ces questions, il serait particulièrement utile qu'une étude indépendante approfondie soit commandée.

H. Démobilisation et homicides illégaux

81. Dans les pays qui sortent d'un conflit ou dans ceux qui cherchent une transition après un conflit, les programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration des ex-rebelles ou autres groupes armés sont essentiels pour mettre fin à la violence. Cependant, mes visites dans des États tels que la République centrafricaine, la République démocratique du Congo et la Colombie montrent que les programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration retardés, mal conçus ou mal mis en œuvre peuvent contribuer à entretenir les cycles de violence ou en déclencher de nouveaux.

82. Dans la République démocratique du Congo, l'intégration rapide mal planifiée (sans vérification des antécédents en matière de commission de crimes de guerre ou d'autres violations) de plus de 12 000 rebelles dans l'armée nationale a contribué à des massacres à grande échelle de civils commis par les forces nouvellement intégrées (A/HRC/14/24/Add.3). La Colombie a quant à elle obtenu un succès partiel dans son processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration, 48 616 membres de groupes armés illégaux ayant été démobilisés entre 2002 et 2009. Pourtant, parce que le Gouvernement n'a pas suffisamment démantelé les structures de commandement ni fait mener des enquêtes sur les infractions commises et poursuivi leurs auteurs, de nouveaux groupes armés illégaux, formés en grande partie d'anciens paramilitaires, se sont constitués et auraient commis plus de 4 000 homicides entre 2002 et 2008 (A/HRC/14/24/Add.2, par. 53 et 54 et 61). En République centrafricaine, les retards et l'absence de progrès réels dans la mise en œuvre du programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration du pays aggravent le risque que des groupes rebelles commettent davantage d'exactions et d'homicides avant les élections de 2010 (A/HRC/14/24/Add.5).

83. Ces dernières années, une attention notable a été portée à l'élaboration de programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration efficaces du point de vue du maintien de la paix et de la sécurité et prenant en considération les besoins politiques, militaires, techniques, sécuritaires, humanitaires et socioéconomiques des

victimes comme ceux des anciens combattants³⁸. Cela étant, d'autres travaux de recherche sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration sont nécessaires du point de vue des droits de l'homme. Les difficultés rencontrées par les gouvernements qui, à la suite de conflits brutaux qui durent souvent pendant des décennies, doivent reconstruire des sociétés déchirées par la guerre et remettre en place des institutions étatiques fragiles ou inexistantes ne doivent pas être sous-estimées. Afin d'aider les décideurs, les soldats de la paix, la société civile et les spécialistes des droits de l'homme à élaborer et mettre en œuvre des programmes qui respectent et garantissent le droit à la vie même – et surtout – dans les sociétés instables, il serait utile de mener des travaux de recherche approfondis et systématiques dans les domaines suivants:

- a) La relation entre les différents types de programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration et leur efficacité pour éliminer les homicides illégaux ou d'autres graves atteintes aux droits de l'homme;
- b) La relation entre les programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration et les mécanismes de justice transitionnelle en tant que moyen d'éliminer les homicides illégaux;
- c) La mesure dans laquelle les programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration contribuent (ou non) à la reddition de comptes pour les violations graves des droits de l'homme.

I. Réparations en cas d'homicides illégaux et dédommagement des préjudices causés à des civils

84. Le droit des droits de l'homme, le droit humanitaire et le droit international relatif à la responsabilité de l'État prévoient que les individus doivent disposer d'un recours utile en cas de violation de leurs droits et que l'État doit réparer les violations qu'il commet³⁹. Les États doivent veiller à ce que les familles des victimes puissent faire valoir leur droit à réparation, par l'intermédiaire de recours judiciaires si nécessaire. Dans de nombreux cas, les réparations peuvent faire toute la différence entre la misère d'innocents et de leur famille et leur capacité de reconstruire leurs vies et de retrouver des moyens de subsistance.

85. Pourtant, il y a pénurie de recherches juridiques et factuelles sur la teneur précise des obligations juridiques des États et la façon dont ces obligations sont, ou devraient être mises en œuvre dans la pratique, ainsi que sur la pratique émergente des États en ce qui concerne la réparation des préjudices licites causés à des civils en période de conflit.

86. Au cours de visites dans des pays touchés par un conflit armé ou d'autres violences à grande échelle, j'ai constaté que les États respectent rarement leurs obligations en matière

³⁸ Groupe de travail sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration du Comité exécutif pour les affaires humanitaires, *Harnessing Institutional Capacities in Support of the Disarmament, Demobilization and Reintegration of Former Combatants* (2000); Rapport du Secrétaire général sur la prévention des conflits armés, (A/55/985-S/2001/574); Rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix, «Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects» (A/57/767); Rapport du Secrétaire général sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration (A/60/705).

³⁹ Comité des droits de l'homme, Observation générale 31 (2004), par. 16, J.-M. Henckaerts et L. Doswald-Beck, *Droit international humanitaire coutumier* (Comité international de la Croix-Rouge, 2005), l'article 150, et *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-sixième session, Supplément n° 10* (A/56/10), Projet d'articles sur la responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite, par. 76.

de réparations⁴⁰, même si certains, comme les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ont fait des efforts louables⁴¹. Ces efforts prennent notamment la forme de versements en numéraire aux familles de personnes tuées lors d'attaques, même si celles-ci étaient légitimes. Ces versements – contrairement aux réparations officielles – n'emportent pas de conséquences juridiques et sont offerts à titre de geste de condoléances et de respect. Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique offre également des dédommagements en proposant des programmes d'aide à la subsistance aux personnes (par exemple, formation professionnelle pour permettre aux veuves de gagner leur vie) ou d'assistance aux collectivités (par exemple, réparation des dommages causés par les opérations militaires). La plupart des pays qui ont des troupes combattantes en Afghanistan offrent à présent des versements en numéraire pour les préjudices civils licites, mais la mise en œuvre de ces programmes souffre de déficiences, notamment l'absence de financement commun entre les partenaires de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), les incohérences dues au fait que les décisions sont prises à la discrétion du commandement et aux différences dans les règles et pratiques des pays fournisseurs de contingents, le fait que les civils qui cherchent obtenir des versements ont du mal à avoir accès à ces programmes, l'absence de programme officiel FIAS et le manque de transparence. D'autres États ont également annoncé la mise en place de programmes de dédommagement dans différents contextes. En mars 2010, le Yémen a promis des versements en numéraire aux familles des civils tués dans les opérations de lutte contre le terrorisme. Ces exemples illustrent une pratique qui se développe mais qui n'est pas encore systématiquement suivie ni instituée par la communauté internationale.

87. Les travaux de recherche juridique et factuelle sur les exécutions extrajudiciaires et les réparations dans le contexte d'un conflit armé pourraient:

- a) Clarifier les formes que les réparations prennent actuellement et leurs montants;
- b) Promouvoir les meilleures pratiques en matière de forme et de montant des réparations;
- c) Évaluer la meilleure façon de faciliter l'accès des victimes et des membres de la famille à des réparations;
- d) Étudier les moyens de promouvoir la cohérence des montants versés;
- e) Déterminer quelles mesures (comme la réparation des installations ou la formation) répondent au mieux aux différentes sortes de pertes;
- f) Évaluer la manière dont les États devraient assurer la réparation des dommages causés par les sociétés de sécurité privées avec lesquelles ils ont un contrat;
- g) Étudier la meilleure façon pour les États d'assurer la transparence (d'une manière compatible avec la vie privée des personnes et les besoins en matière de sécurité) au sujet des paiements;
- h) Préciser la relation entre les réparations et les dédommagements.

88. Des études du même ordre sur les dédommagements pourraient:

- a) Documenter la pratique actuelle des États, y compris en ce qui concerne les décès et blessures de civils et les dommages matériels résultant d'actes licites;

⁴⁰ E/CN.4/2006/53/Add.5, par. 75; A/HRC/8/3/Add.3, par. 63; et A/HRC/11/2/Add.6, par. 81 et 82.

⁴¹ A/HRC/11/2/Add.4, par. 37 et A/HRC/11/2/Add.5, par. 67 et 68.

b) Promouvoir les meilleures pratiques en matière de forme et de montant des dédommagements tels que les versements en numéraire, l'aide aux moyens de subsistance, l'assistance aux communautés et la reconstruction et les mesures psychosociales;

c) Évaluer la meilleure façon de faciliter l'accès des victimes et des membres de la famille aux dédommagements;

d) Étudier la manière d'assurer la cohérence et/ou le contexte culturel approprié en ce qui concerne le montant des sommes versées;

e) Évaluer la façon dont les parties à un conflit peuvent assurer des dédommagements pour des préjudices causés par un comportement licite des sociétés de sécurité privées avec lesquelles elles ont un contrat.

89. En dehors du contexte des conflits armés, il faut aussi mener des travaux de recherche sur la pratique des États en matière d'offre de recours utiles en cas de violation du droit à la vie. Quels sont les obstacles auxquels se heurtent les familles qui tentent de faire valoir leur droit à un recours? Quel délai de prescription (s'il y a lieu) s'applique généralement lorsque la victime a été tuée? Comment les États peuvent-ils au mieux faire en sorte que les homicides illégaux donnent lieu à un dédommagement équitable? Lorsque l'État est responsable de massacres à grande échelle, quels systèmes ou programmes sont les mieux à même d'assurer les réparations nécessaires et leur répartition?

V. Conclusion

90. Étant donné que le présent rapport se compose essentiellement de recommandations et faute de place, je ne répéterai pas ici ces nombreuses recommandations.

91. En conclusion, un paradoxe émerge de l'examen de l'incidence de l'activité du titulaire du mandat. Sur le plan officiel, le Conseil des droits de l'homme ne prend que rarement des mesures spécifiques même lorsque de très graves violations de l'interdiction des exécutions extrajudiciaires sont manifestes. Il ne débat pas non plus en général des détails des rapports sur les visites dans des pays ou d'échanges de communications préoccupantes. Et l'on constate une très forte réticence à réagir au refus persistant de certains États d'accueillir favorablement les demandes de visites, et ce, des années durant. En ce qui concerne les incidences réelles, cependant, il est clair que les activités très variées entreprises par le titulaire du mandat après avoir obtenu l'autorisation du Conseil ont beaucoup compté. Des vies ont été sauvées, des pratiques meurtrières ont été abandonnées, il a été fait preuve d'une plus grande prudence et la prise de conscience des problèmes s'est accrue à tous les niveaux. Il est clair, néanmoins, que si le Conseil en a la volonté politique, il peut faire beaucoup plus pour empêcher les homicides illégaux dans le monde et mettre en place des mécanismes beaucoup plus efficaces de reddition des comptes lorsque des atrocités se produisent.

Annexes

I. List of entities to which allegation or urgent action letters were sent

December 2004 – March 2009

States

Afghanistan, Algeria, Argentina, Armenia, Australia, Bahrain, Bangladesh, Barbados, Bolivia (Plurinational State of), Brazil, Burundi, Cameroon, Chad, Chile, China, Colombia, Côte d'Ivoire, Democratic People's Republic of Korea, Democratic Republic of the Congo, Djibouti, Ecuador, Egypt, Equatorial Guinea, Ethiopia, Fiji, Guatemala, Guyana, Haiti, Honduras, India, Indonesia, Iran (Islamic Republic of), Iraq, Ireland, Israel, Jamaica, Japan, Jordan, Kenya, Kuwait, Kyrgyzstan, Lao People's Democratic Republic, Lebanon, Liberia, Libyan Arab Jamahiriya, Madagascar, Malaysia, Maldives, Mauritania, Mexico, Mongolia, Morocco, Mozambique, Myanmar, Namibia, Nepal, Niger, Nigeria, Pakistan, Papua New Guinea, Peru, Philippines, Qatar, Russian Federation, Saudi Arabia, Singapore, Somalia, Spain, Sri Lanka, Sudan, Syrian Arab Republic, Thailand, Trinidad and Tobago, Tunisia, Turkey, Turkmenistan, Uganda, United Arab Emirates, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, United Republic of Tanzania, United States of America, Uzbekistan, Venezuela (Bolivarian Republic of), Viet Nam, Yemen and Zimbabwe.

Other entities

2. The Palestinian Authority, the Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE), and the United Nations Stabilization Mission in Haiti (MINUSTAH).

II. Assessing State responsiveness to communications

1. A systematic review of communications from December 2004 to March 2009^a yields the following findings:

- 523 communications relating to unlawful killings were sent (an average of 130 letters per year).
- 231 urgent appeals, 276 allegation letters, and 16 follow-up letters were sent.
- Communications were sent to countries in all regions (a total of 87 countries and 3 other actors).^b
- The letters concerned more than 6,250 individuals (an average of over 1,560 individuals per year).
- Most of the letters concerned death penalty cases (over 150 letters), attacks or killings (over 90 letters)^c, and deaths in custody (over 80).
- The response rate to communications was generally poor. Of the 523 communications sent, 256 (or 49%) were not responded to at all. A “no response” rate of roughly 50% was observed in each year during the period under review.
- There were 118 responses categorized as “largely satisfactory” (23% of the total, or approximately 50% of the letters responded to). “Largely satisfactory” is the most positive characterization given to a Government’s reply in Special Rapporteur communications reports in prior years.^d It denotes a reply that is responsive to the allegations and substantially clarifies the facts, but does not imply that the Government’s actions necessarily complied with international human rights law. Nevertheless, it is encouraging that when Governments do respond, half of their letters are largely responsive to the allegations made.
- Of the countries which received letters, 30% received only one letter during the period under review. Over 70% received five or less letters. The 15 countries that received the most communications were: Iran (Islamic Republic of) (63), Colombia (28), Pakistan (28), Sri Lanka (24), Saudi Arabia (22), China (19), the United States of America (18), India (18), Nepal (17), Yemen (17), the Sudan (16), Iraq (14), the Philippines (14), Bangladesh (14), and Brazil (13).^e Letters to these countries represent just over 60% of the total number of communications sent.^f

^a The review relies on the data provided in each annual communication report. It does not cover letters sent between March 2009 and April 2010 since sufficiently detailed information on those letters is not yet available. The communications addendum to this report contains letters sent from 16 March 2009 to 15 March 2010, and replies received from 1 May 2009 to 30 April 2010. During that period 102 communications were sent to 44 countries and 1 other actor. These included 61 urgent appeals and 41 allegation letters. The main issues covered in the communications were: the death penalty (31), deaths in custody (14), the death penalty for minors (7), excessive use of force (16), impunity (3), attacks or killings (23), armed conflict (3), death threats (2) and others (3).

^b See Appendix I for a list of the letters sent.

^c The category of “attacks or killings” covers acts by State security forces, or by paramilitary groups, death squads, or other private forces cooperating with or tolerated by the State.

^d The other categories are: “cooperative but incomplete response”, “allegations rejected but without adequate substantiation”, “receipt acknowledged”. See the annual communications reports of the Special Rapporteur for more detail.

^e The fact that these States received the most communications should not necessarily be taken as an indication that they have the most significant problems of unlawful killings. This is because letters are

- Of the 15 countries that received the most communications, 7 failed to respond to more than 50% of letters they received: India (no reply to 16 of 18 letters), Iraq (no reply to 11 of 14 letters), the Sudan (no reply to 12 of 16 letters), Saudi Arabia (no reply to 16 of 22 letters), the United States (no reply to 12 of 18 letters), Brazil (no reply to 8 of 13 letters), and the Islamic Republic of Iran (no reply to 37 of 63 letters). This “response rate” may not necessarily be a good indicator of country cooperation in all cases. For example, countries that received the most letters are effectively being asked to cooperate with Special Procedures at a higher level, and, where many communications are sent, the country may not have the resources necessary to prepare responses. Or, the rate by itself may provide only partial information about responses. Brazil, for instance, has a poor overall response rate (62% no responses), but did submit 4 (31%) “largely satisfactory” responses. Likewise, the Islamic Republic of Iran, whose “no response” rate was 59%, submitted 9 “largely satisfactory” responses.
- Of the 15 countries that received the most communications, those that performed relatively well in responding (where their “no response” rate was less than 30 percent) included Sri Lanka, China, Yemen, the Philippines, and Colombia.
- Of the 15 countries that received the most communications, those with more than 30% of their responses categorized as “largely satisfactory” were: Colombia, Sri Lanka, China, the Philippines, and Brazil.
- The response rate of countries receiving just one letter in the period under review was also low. Of the 27 countries which were sent one letter, 16 (59%) did not respond at all.^g

sent to a country based on several factors, including whether an allegation was received by the Special Rapporteur (thus letters sent can depend on the resources and focus of NGOs and others), the ease with which information about incidents can be obtained, and the extent to which there were indications of an insufficient domestic response.

^f Perhaps surprisingly, the greater proportion of communications sent to this small number of countries does not substantially skew the overall response rate. In order to assess this, the rate was recalculated on a number of bases. First, of the 15, those countries whose “no response” rate was greater than 50% were excluded from the calculation. This resulted in a slightly improved “no response” rate of 40%. (Excluding these countries (7 States), 359 communications were sent. Of these, there were 144 no responses.) If all top 15 countries are excluded, the response rate is 53% – roughly that of the overall rate. (Excluding the 15 countries which received the most letters, the total number of letters sent was 198. Of these, there were 105 “no responses”).

^g Armenia, Argentina, Kuwait, Barbados, Fiji, Turkmenistan, Uganda, Lebanon, United Arab Emirates, Jordan, Liberia, Trinidad and Tobago, Namibia, Equatorial Guinea, Guyana and Peru.